Après 136 jours de suspension et la tenue d’un conseil de discipline le 21 juillet dernier, la ministre du travail Elisabeth Borne vient de notifier à notre collègue et camarade Anthony Smith une sanction de déplacement d’office (sans que la nature du déplacement ne soit précisé).

Rappelons que, dans cette affaire, Anthony était suspendu depuis le 15 avril 2020 pour avoir exigé la mise à disposition d’équipements de protection individuelle (notamment des masques) et la mise en oeuvre de mesures de protection contre la Covid-19 au bénéfice de salariées d’une association d’aide à domicile du bassin rémois.

En revanche, sa hiérarchie n'a fait l'objet d'aucune enquête, mesure de suspension ou sanction alors qu'elle a manifestement relayé et encouragé les pressions exercées par l'employeur !

C’est dans ce contexte surréaliste, alors que l'administration du travail est en pleine déroute, qu’intervient cette lourde sanction qui constitue le franchissement d'un nouveau seuil dans la fuite en avant répressive dans laquelle le ministère du travail s'est engagé.

Derrière cette attaque contre Anthony, c'est une nouvelle fois, et encore plus brutalement, l'indépendance de l'inspection du travail qui est visée.

Nous exigeons le retrait de cette sanction particulièrement injuste. Tout comme nous avons contesté devant le juge du fond la décision de suspension, nous serons au côté d’Anthony pour la contester, devant le tribunal administratif.

Mais surtout, durant ces trois mois, malgré la pandémie, puis la période estivale, le soutien à Anthony, est resté massif et solidaire. A l'appel de l’intersyndicale CGT-SUD-FSU-FO-CNT du ministère et du comité de soutien national, 500 personnes étaient encore présentes le 21 juillet dernier à Paris et des centaines d’autres étaient rassemblées en province à l’occasion du conseil de discipline. La pétition nationale de soutien a déjà recueilli à ce jour près de 150 000 signatures ; un appel public a été massivement signé par plus de 1300 collègues d’Anthony ; des centaines de motions de soutien d’organisations et un appel publié dans la presse réunissant plus de 150 personnalités sont également venus soutenir la mobilisation.

La bataille, quant à elle, n’est pas finie. Nous appelons toutes et tous les collègues présent-e-s dans les services en cette période de congés à se rassembler et à interpeller la hiérarchie pour manifester leur refus de cette sanction inique. Préparons dès maintenant une rentrée sociale de luttes !

TOUTES LES INFOS ICI :

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Retrait de la procédure disciplinaire contre notre collègue Anthony Smith !

fichiers: Télécharger 14_08_2020_-_anthony_sanctionne.pdf (78.95 Ko)

Public: Infos / actions
Fonction publique
Solidarité

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank